

Enlèvements de la narcodémocratie trumpiste



L'arrivée du porte-avions USS Gerald R. Ford, commandé directement par le président Donald Trump, a été considérée par la Chambre des Amériques comme une menace continentale. Photo: États-Unis. Marine/ABACA

Par: Jorge Elbaum

Après l'enlèvement inadmissible du président vénézuélien légitime, Nicolás Maduro, et de la députée Cilia Flores, les autorités judiciaires américaines ont décidé de révoquer l'accusation renvoyée que le président a dirigé le cartel des Suns. [las autoridades judiciales estadounidenses han decidido revocar la acusación referida a que el mandatario lideraba el Cártel de los Soles](#) Pendant plus d'une décennie, cette accusation a été utilisée pour délégitimer les autorités chavistes et pendant deux mois, elle est devenue le béliet central de la propagande pour justifier le blocus de la République bolivarienne, l'assassinat de plus d'une centaine d'équipages de navires dans les Caraïbes, le bombardement d'un pays souverain et l'enlèvement de deux de ses autorités institutionnelles.

Pendant ce temps, caché sous un voile de communication compact, **le président américain Donald Trump est devenu le premier président à gouverner pour les cartels de la drogue.** Lors de son premier mandat, entre 2017 et 2021, le magnat a signé 144 grâces et 94 commutations de peines. Une grande partie de ces indulgences ont été accordées aux criminels reconnus coupables d'infractions de trafic de drogue. L'affaire la plus retentissante a

été celle de l'ancien président du Honduras, Juan Orlando Hernández (JOH), condamné le 8 mars 2024 à 45 ans de prison pour avoir dirigé un réseau de trafiquants de drogue qui commercialisaient 400 tonnes de cocaïne au sein des États-Unis, en association avec le Mexicain Joaquín el « Chapo » Guzmán. Sur la base de cette décision, le tribunal a conclu que JOH « a fait du Honduras – entre 2014 et 2022 – un narco-État ». Selon l'avocat Kermit Roosevelt, professeur à l'Université de Pennsylvanie, les acquittements de Trump pour trafic de drogue condamné sont le résultat de contributions financières apportées par les lobbyistes et/ou les proches des personnes condamnées.

Le modus operandi éhonté utilisé pour la libération de trafiquants de drogue a été mis en évidence par des fuites publiées par des conseillers législatifs, qui ont montré les liens étroits de Marco Rubio avec le groupe BGR, une organisation de lobbying chargée d'assurer la libération de JOH. Le conseil est présenté comme un guide pour « des services de conseil et de lobbying personnalisés performants ». Selon l'Office of Foreign Agents Registration (FARA), JOH a engagé BGR Group de 2018 jusqu'à la fin de son mandat en 2021, payant 660 mille dollars par an pour encourager son image dans les salles du Capitole, à Washington. Avant que JOH ne présente les 400 tonnes de cocaïne à Miami, BGR Group a été chargé de coordonner et de guider les campagnes électorales de Marco Rubio au Sénat, en 2010 et en 2016. Selon plusieurs conseillers des sénateurs démocrates, c'est Rubio qui a contacté les proches de JOH avec BGR, une situation qui explique la diffusion de rapports du cabinet de conseil, dans lequel JOH a été qualifié d'« allié clé dans la lutte contre le crime organisé ».

Le lien de Rubio avec les trafiquants de drogue est familial. À l'adolescence, l'actuel secrétaire d'État a vécu pendant des périodes dans la maison de sa sœur aînée, Barbara, qui était mariée à la Cubaine Orlando Cicilia, une pom-pom girl majeure pour le ver de Miami et membre des « cavaliers de cocaïne ». **Le beau-frère de Marco Rubio était le subordonné de l'un des patrons de la mafia de Miami, Mario Tabraue, qui avait participé au débarquement frustré à Playa Girón en avril 1961.** Lorsque Cicilia a été arrêté, ils ont trouvé plusieurs kilos de cocaïne dans la maison où Rubio a passé la nuit. Tabraue a été condamné à la réclusion à perpétuité et Cicilia à 25 ans. Mais tous deux ont été libérés grâce à devenir des travailleurs humanitaires repentants. Cicilia a réussi à se réinsérer dans le ver parce que l'actuel secrétaire d'État a géré une licence de courtier immobilier, un titre de compétence qui n'est pas accordé aux anciens trafiquants de drogue. Marco Rubio, déjà dans la race politique, a réussi à surmonter cet obstacle. Les commerces de « cavaliers de cocaïne » ont été recréés par Brian De Palma dans son film *Scarface*. Tabraue est celui qui semble personnifié, dans le film, comme le doux Tony Montana. De bons garçons.

La condescendance de l'administration Trump avec les trafiquants de drogue comprenait le pardon de Ross William Ulbricht, fondateur de Silk Road, le plus grand site de marketing de pilules illicites sur Internet. La grâce avait été condamnée à la réclusion à perpétuité – sans

possibilité de libération conditionnelle – en 2015. Alice Marie Johnson, emprisonnée pour distribution de cocaïne, et Ronen Nahmani, condamné depuis 2015 pour avoir commercialisé des drogues synthétiques en Floride, ont également été favorisés. Il jouit du même privilège Weldon Angelos, condamné à 55 ans de prison pour possession d'armes de guerre et trafic de drogue. La même faveur a été accordée au pasteur Otis Gordon, qui, en plus de fournir la communion, était dédié à la distribution de stupéfiants. Roy Wayne McKeever était un autre qui méritait l'indulgence présidentielle: il avait été arrêté en 1989 pour trafic de marijuana du Mexique à l'Oklahoma. Le patron de la mafia de Chicago, Larry Hoover, a également reçu le pardon du magnat de New York. Son collègue, le baron de la drogue de Baltimore, Garnett Gilbert Smith, a souri avec ses collaborateurs après avoir reçu la nouvelle de la grâce. Sam Topeka, condamné à 10 ans de prison pour avoir vendu 80 kilos de cocaïne, a été également favorisé. La même clémence a été conférée à Christopher Anthony Bryant, condamné à 12 ans de prison en 2022 pour possession d'armes à feu et distribution de plusieurs kilos de cocaïne, 1300 doses d'héroïne, 1700 pilules de méthamphétamine et 1300 de fentanyl.

Les affinités électives de l'actuel président américain avec les trafiquants de drogue ne sont pas nouvelles. Joseph Weichselbaum était son partenaire dans une société de location d'hélicoptères, habitué à transporter des millionnaires vers le casino Trump à Atlantic City. Il a également été l'un de ses investisseurs dans plusieurs de ses entreprises immobilières. En 1985, Weichselbaum a été accusé de 18 infractions de trafic de drogue. À cette occasion, quelque chose d'incroyable s'est produit: l'affaire a été renvoyée de Cincinnati à Ohio pour qu'un autre juge établisse la peine. Le juge nommé était Maryanne Trump Barry, la sœur aînée de l'actuel président. Lorsque les procureurs ont dénoncé la proximité de l'accusé avec l'un de ses associés, Maryanne s'est excusée, mais a remis l'affaire à son collaborateur intime, le juge Harold Ackerman. Ce dernier « soigné » du trafiquant de drogue Weichselbaum, a été condamné à trois ans de prison – dont il n'a accompli que 18 mois – alors que ses subordonnés ont été condamnés à 20 ans de prison. Avant le verdict, Trump avait écrit une lettre au juge Ackerman dans laquelle il qualifiait Weichselbaum de « personne scrupuleuse, sincère et diligente » qui représentait « une source de fierté pour la communauté ». En bref: un homme d'affaires avec des partenaires de narco, qui pardonne des criminels de la drogue et utilise le prétexte du narco-terrorisme pour bombarder, mener des exécutions extrajudiciaires et kidnapper un président. Presque une tautologie.

Auteur: Jorge Elbaum

Source: Page 12

DANS CETTE NOTE: